



PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES

Cergy, le **27 OCT. 2014**

Service de l'Agriculture, de la
Forêt et de l'Environnement
(SAFE)

Pôle Environnement

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 12124 imposant des prescriptions techniques complémentaires

**à la Société Routière de l'Est Parisien (R.E.P.)
au PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL AUBRY et ECOUEN**

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1971 autorisant la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P.- à exploiter un dépôt de déchets ménagers en décharge contrôlée sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 autorisant la société Routière de l'Est Parisien à poursuivre l'exploitation du centre de stockage de déchets pour une durée de 21 ans, à étendre ce centre de stockage et à exploiter une plate-forme de broyage de déchets (bois, palettes, encombrants,...), un centre de tri de déchets industriels banals et commerciaux ainsi qu'une déchetterie accueillant des déchets apportés par des artisans sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

VU l'arrêté préfectoral N° 10 009 du 22 octobre 2010 imposant des prescriptions techniques complémentaires relatives au suivi post-exploitation de 30 ans d'une partie du centre de stockage de déchets non dangereux implanté sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire N° 10 012 du 22 octobre 2010 relatif notamment à la création d'un deuxième bassin de stockage de lixiviats sur le site ;

1/4

VU l'arrêté préfectoral complémentaire N° 10 421 du 8 juillet 2011 actualisant le classement des installations exploitées par la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P - sur le centre de stockage de déchets non dangereux du PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire N° 10 779 du 5 mars 2012 imposant des prescriptions techniques à la société GENERIS pour l'exploitation de la nouvelle installation de valorisation du biogaz composée de 10 moteurs fonctionnant au biogaz implantée sur le site du PLESSIS-GASSOT ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire N° 11 278 du 22 février 2013 relatif aux modifications apportées à la station de traitement des lixiviats ;

VU le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 23 mai 2014 concernant l'exploitation du casier N° 10 du centre de stockage de déchets non dangereux du PLESSIS-GASSOT, MESNIL-AUBRY et ECOUEN en mode bioréacteur ;

VU le rapport du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France du 29 août 2014 ;

L'exploitant entendu ;

VU l'avis favorable formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 11 septembre 2014 ;

VU la lettre préfectorale du 9 octobre 2014 délivrant récépissé sans frais à la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P – de sa déclaration de succession à la société GENERIS pour l'exploitation de l'unité de valorisation du biogaz implantée sur le site du PLESSIS-GASSOT ;

VU la lettre préfectorale du 9 octobre 2014, adressant le projet d'arrêté préfectoral à la Société Routière de l'Est Parisien – R.E.P - au PLESSIS-GASSOT et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

VU le courriel du 21 octobre 2014 par lequel la Société Routière de l'Est Parisien - .R.E.P – apporte une remarque sur un visa manquant sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

CONSIDERANT que la réinjection des lixiviats interviendra dans le massif des déchets après comblement du casier N° 10 et mise en place d'une couverture argileuse ;

CONSIDERANT que la mise en place du dispositif de recirculation des lixiviats constitue une modification de la conception et des conditions d'exploitation du casier N° 10, sans toutefois que cette modification apparaisse constituer une modification substantielle au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'implantation des ouvrages de réinjection et leurs conditions de fonctionnement ne doivent pas conduire à solliciter la géomembrane au niveau des flancs du casier, ni la couche drainante se trouvant au fond du casier ;

CONSIDERANT que des dispositions doivent être mises en oeuvre en terme de distance d'éloignement et de profondeur pour les puits de réinjection ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de suivre l'incidence de la recirculation des lixiviats notamment en mesurant les volumes de lixiviats réinjectés, en réalisant une mesure régulière de la qualité du biogaz généré pour s'assurer de l'absence de dégradation de sa qualité ;

CONSIDERANT par conséquent qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, d'imposer à la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P - des prescriptions techniques complémentaires pour les installations exploitées sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT, MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val-d'Oise ;

ARRETE

Article 1 : La société Routière de l'Est Parisien (REP) dont le siège social est situé 28, Boulevard de Pesaro – TSA 67779 – Immeuble Le Vermont – 92739 - NANTERRE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions qui suivent, à exploiter le casier N° 10 en mode bioréacteur de son centre de stockage de déchets non dangereux implanté sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, les prescriptions techniques annexées au présent arrêté sont imposées à la société Routière de l'Est Parisien pour les installations qu'elle exploite sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT, MESNIL-AUBRY et ECOUEN.

Elles complètent et modifient :

- celles de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2006 réglementant l'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux,
- celles de l'annexe technique de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mars 2012 réglementant l'exploitation de l'installation de valorisation du biogaz.

Article 3 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement susvisé :

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies du PLESSIS-GASSOT, MESNIL-AUBRY et ECOUEN pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de ces mairies pour être maintenue à la disposition du public. Les maires établiront un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le feront parvenir à la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera publiée sur le site internet de la Préfecture pendant une durée d'un mois.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

Une copie de l'arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE - 2/4, Boulevard de l'Hautill - B.P. 322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex :

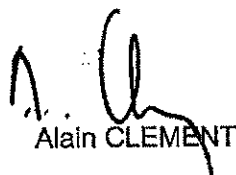
1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la mise en service de l'installation, si celle-ci n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val-d'Oise, Madame la Directrice Départementale des Territoires du Val-d'Oise, Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France et Messieurs les Maires du PLESSIS-GASSOT, MESNIL-AUBRY et ECOUEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le **27 OCT. 2014**

Pour la directrice départementale des territoires,
Le chef de service de l'agriculture,
de la forêt et de l'environnement,


Alain CLEMENT

**Société Routière de l'Est Parisien
- R.E.P -**

au PLESSIS-GASSOT – MESNIL-AUBRY et ECOUEN

PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

**annexées à l'arrêté préfectoral
du 27 OCT. 2014**

Chapitre 1 – Dispositions relatives au casier n°10

Article 1.1 : Exploitation en mode bioréacteur

Le casier n°10 est exploité selon la méthode du bioréacteur au sens de l'article 266 nonies alinéa 1.A.a.C du code des douanes, à savoir « *un casier équipé dès sa construction des équipements de captage du biogaz et de réinjection des lixiviats, la durée d'utilisation du casier étant inférieure à dix-huit mois et l'installation étant équipée d'un dispositif de valorisation du biogaz mentionné dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.* »

Article 1.2 : Captage du biogaz

Dès la construction du casier 10 les équipements de captage sont mis en place et complétés au fil du comblement du casier et le cas échéant après couverture du casier.

La quantité et la composition du biogaz capté sont mesurées tous les 3 mois.

Le biogaz capté dans le casier est dirigé vers le réseau de collecte mentionné aux articles 3.3.2 et 8.1.3.5 de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006.

Article 1.3 : Recirculation des lixiviats

Les équipements nécessaires à la collecte des lixiviats sont mis en place conformément aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 8.1.3.4 de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006.

Dès la construction du casier 10 les équipements de réinjection des lixiviats sont mis en place et complétés au fil du comblement du casier et le cas échéant après couverture du casier. Les points de réinjection sont positionnés de façon à éviter toute sollicitation accrue des barrières de sécurité passive et active ou de la couverture finale, et notamment à plus de 15 mètres de la couche drainante des flancs, à plus de 10 mètres de la couche drainante du fond du casier. Chaque ligne de réinjection des lixiviats peut être isolée hydrauliquement. Le réseau comporte des dispositifs de mesures des quantités des lixiviats réinjectés et de la pression hydraulique.

L'introduction de lixiviats dans les déchets ainsi que le mouillage des déchets par des lixiviats est interdite au cours de comblement du casier. La recirculation des lixiviats ne débute qu'après la mise en place de la couverture étanche définie à l'article 1.4 du présent arrêté. Les lixiviats susceptibles d'être réinjectés sont ceux visés par l'article 8.1.3.4 de l'annexe technique à l'arrêté du 19 décembre 2006, indépendamment du casier où ils ont été collectés.

Les quantités et débits de réinjection sont adaptés pour respecter la contrainte relative à la charge hydraulique définie au 1^{er} alinéa de l'article 8.1.3.4 de l'annexe technique à l'arrêté du 19 décembre 2006. La réinjection est interrompue en cas d'augmentation anormale de la pression au sein du réseau d'injection.

Article 1.4 : Couverture du casier

La couverture finale mentionnée à l'article 8.1.5.1 de l'annexe technique à l'arrêté du 19 décembre 2006 est constituée, pour le casier n°10, des couches suivantes, listées du niveau inférieur au niveau supérieur :

- une couverture étanche constituée de matériaux compactés de perméabilité inférieure à 10^{-6} m/s sur une épaisseur minimale de 1 mètre ou tout matériau présentant une protection équivalente,
- un géofilm étanche,
- une couche de matériaux inertes dont l'épaisseur est supérieure ou égale à 1 mètre,
- une couche de terre végétale d'épaisseur supérieure ou égale à 0,20 mètre.

L'épaisseur totale de la couverture finale est supérieure ou égale à 2,50 m.

Chapitre 2 – Dispositions relatives à l'ensemble du centre de stockage de déchets non dangereux

Article 2.1 : Dimensions des casiers

Les modifications apportées par les arrêtés préfectoraux du 23 mars 2012 (ouverture du casier 8 en mode bioréacteur) et du 16 juillet 2013 (ouverture du casier 9 en mode bioréacteur) conduisent à actualiser les dimensions des différents casiers définies à l'article 8.1.1.1 de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006.

Les deux premiers tableaux de cet article sont remplacés par les tableaux suivants :

- Poursuite de l'exploitation de stockage des déchets

	<i>Casier 6</i>	<i>Casier 7</i>	<i>Casier 8</i>
<i>Superficie</i>	<i>9,7 ha</i>	<i>16,2 ha</i>	<i>4,1 ha</i>
<i>Hauteur moyenne de remblaiement de déchets</i>	<i>24 mètres</i>	<i>24 mètres</i>	<i>23 mètres</i>

- Extension du centre de stockage

	<i>Casier 9</i>	<i>Casier 10</i>	<i>Casier 11</i>	<i>Casier 12</i>
<i>Superficie</i>	<i>6 ha 37 a 12 ca</i>	<i>4 ha 60 a 00 ca</i>	<i>11,2 ha</i>	<i>9,1 ha</i>
<i>Hauteur moyenne de remblaiement de déchets</i>	<i>24 mètres</i>	<i>24 mètres</i>	<i>24 mètres</i>	<i>26 mètres</i>

Article 2.2 : Analyse des lixiviats collectés

L'article 8.1.3.4 de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 est complété par l'alinéa suivant :

« Les lixiviats collectés dans les bassins de stockage sont analysés trimestriellement. Les paramètres minimaux à analyser sont ceux cités à l'article 4.3.9.1 du présent arrêté, complétés par la résistivité et l'ammoniaque. »

Article 2.3 : Valorisation du biogaz

L'article 8.1.3.5 de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 est complété par les paragraphes suivants :

« L'installation de valorisation du biogaz sus-mentionnée est celle visée par l'arrêté du 5 mars 2012. Toute autre forme de valorisation du biogaz est interdite.

Conformément aux objectifs du PREDMA approuvé le 26 novembre 2009, le biogaz collecté sur le site est prioritairement dirigé vers cette installation de valorisation et secondairement détruit. Le rapport annuel visé à l'article 9.4.1 du présent arrêté calcule la proportion moyenne de valorisation du biogaz capté sur l'ensemble du centre de stockage au cours de l'année. »

Article 2.4 : Transmission des résultats des contrôles

Les résultats des contrôles et analyses cités dans le présent arrêté et dans l'annexe technique à l'arrêté du 19 décembre 2006, sont intégrés dans le rapport de synthèse mentionné à l'article 9.3.1 de la dite annexe technique.

Conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, « *sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions [...] sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet* », à l'adresse : <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/>.

Ces données sont synthétisées dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 9.4.1 du même arrêté.

Chapitre 3 – Dispositions relatives à l'installation de valorisation du biogaz

Article 3.1 : Origine du biogaz

L'article 1.2.1 de l'annexe technique à l'arrêté préfectoral du 5 mars 2012 est complétée par le paragraphe suivant :

L'installation fonctionne exclusivement avec le biogaz collecté par le réseau mentionné aux articles 3.3.2 et 8.1.3.5 de l'annexe technique à l'arrêté du 19 décembre 2006 relatif au centre de stockage de déchets non dangereux. Toute autre source de biogaz est interdite.